

## LES FAITS MARQUANTS DE COPENHAGUE JEUDI, 17 DÉCEMBRE 2009

Les séances plénières de la CdP et de la CdP/ RdP ont eu lieu le jeudi matin. Dans l'après-midi et tard dans la soirée, les groupes de contact et les groupes de rédaction se sont réunis dans le cadre de la CdP et de la CdP /RdP.

### PLÉNIÈRE DE LA CDP

Vers midi, le jeudi, Rasmussen, président de la CdP, a convoqué la réunion de reprise de la CdP. Il a indiqué que, lors de la plénière de la CdP le mercredi soir, de nombreuses parties ont demandé des précisions sur la base documentaire pour aller de l'avant et sur la méthode de travail pour achever les négociations en vertu de la CdP et de la CdP / RdP.

Rasmussen a fait savoir que les textes présentés le mercredi par le président de l'AWG-LCA à la plénière de la CdP (FCCC/ AWGLCA/2009/2009/L.7/Rev.1 et Add.1, Add.2 / Rev.1, Adds. 3-7, Add.8/Rev.1 et Add.9) serviront de base documentaire pour les travaux.

Rasmussen, président de la CdP, a proposé la transmission des textes pour examen par un groupe de contact présidé par Connie Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP. Il a indiqué que le groupe de contact aurait pour mandat d'achever les travaux sur les questions non résolues dans un court délai, et que des groupes de rédaction à composition non limitée se réuniraient sous la présidence «des gens que nous connaissons bien et en qui nous avons confiance.»

Le Soudan, au nom de G-77/Chine, a demandé des éclaircissements sur l'échéancier. Le président de la CdP, Rasmussen, a déclaré que les groupes de contact devront fixer le calendrier, et qu'il ne se prononcerait pas sur un délai précis. Il a par la suite clos la réunion de la CdP.

### PLÉNIÈRE DE LA CDP / RDP

Rasmussen, président la CDP / RdP, a ouvert la plénière de la CdP / RdP. Il a déclaré que les textes présentés par le président de l'AWG-KP à la plénière le mercredi (FCCC/KP/ AWG/2009/L.15) serviront de base documentaire pour les travaux. Il a proposé, et les parties ont convenu, d'établir un groupe de contact présidé par la Représentante spéciale du président de la CdP/RdP, Connie Hedegaard. Rasmussen a en outre indiqué que le groupe de contact aura pour mandat d'achever les travaux sur les questions en suspens dans un court délai et que des groupes de rédaction à composition non limitée seront convoqués et présidés par «des gens que nous connaissons et en qui nous avons confiance." Il a déclaré que le groupe en vertu de la CdP / Rd P se réunirait en premier.

Le Soudan, au nom du G-77/Chine, a demandé confirmation de l'information selon laquelle les présidents des groupes de rédaction à composition non limitée seront les présidents et les animateurs qui avaient déjà travaillé sur ces questions dans le cadre de l'AWG. Il a également demandé confirmation de l'information selon laquelle que le processus aboutira à deux documents distincts et qu'aucun document qui n'a pas été convenu par les parties ne sera transmis aux chefs d'État et de Gouvernement. Le président de la CdP / RdP, Rasmussen, a confirmé que les négociations se poursuivront dans le cadre des deux voies et qu'elles déboucheront sur deux documents. Il a également précisé que les travaux du groupe de contact de la CdP / RdP commencent en premier.

### SEGMENT DE HAUT NIVEAU.

La réunion du segment de haut niveau s'est poursuivie toute la journée et tard dans la soirée pour entendre les déclarations des chefs d'État, chefs de Gouvernement et autres chefs de délégation.

Les enregistrements en Webcast de toutes les déclarations faites au cours de la réunion de haut niveau seront disponibles en ligne à l'adresse: [http://www9.cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/temp/ovw.php?id\\_kongressmain=1&theme=unfccc#](http://www9.cop15.meta-fusion.com/kongresse/cop15/temp/ovw.php?id_kongressmain=1&theme=unfccc#)

### GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

GROUPE DE CONTACT DE LA CdP /RdP: Au cours de la première réunion du groupe de contact en début d'après midi, Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a expliqué que le groupe de contact a pour mandat de préparer les résultats de Copenhague émergeant de la voie de négociation du Protocole, et que les travaux du groupe seront basés sur le texte transmis par l'AWG-KP à la CdP / RdP. Elle a ensuite proposé l'établissement de cinq groupes de rédaction sur:

- les réductions d'émissions de l'Annexe I, co-animé par Gertraud Wollansky (Autriche et Leon Charles (Grenade);
- l'UTCATF, co-animé par Marcelo Rocha (Brésil) et Bryan Smith (Nouvelle Zelande);
- les mécanismes de flexibilité, animé par Harald Dovland (Norvège)
- le panier des questions méthodologiques, également facilité par Harald Dovland; et
- Les conséquences potentielles, co-animé par Mama Konaté (Mali) et Andrew Ure (Australie).

Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a indiqué que les animateurs sont les mêmes qui ont présidé les négociations respectives au titre de l'AWG-KP. Elle a exhorté les parties à identifier les questions qui peuvent être résolues au

niveau des experts et celles qui doivent être traitées au niveau politique. Elle a expliqué que le groupe de contact se réunira de nouveau plus tard pour entendre les rapports des groupes de rédaction et ensuite résoudre les questions en suspens.

Le délégué du Kenya a exprimé des doutes sur le bien-fondé de l'établissement de nouveaux groupes de rédaction animés par les mêmes personnes, compte tenu de leur incapacité à ce jour, à achever les travaux. Il s'est interrogé sur l'approche selon laquelle «les ministres deviennent maintenant des comités de rédaction.» La Représentante spéciale du président de la CdP, Hedegaard, a expliqué que la présence des ministres pourrait donner une impulsion aux groupes pour terminer leur travail. En réponse aux observations formulées par la Fédération de Russie, l'UE et la Suisse, la Représentante spéciale du président de la CdP, Hedegaard, a réitéré que les groupes de rédaction feront rapport au groupe de contact, et que le groupe de contact pourrait alors, avec l'aide des ministres, traiter les questions politiques en suspens.

Dans la soirée, le groupe de contact de la CdP / RdP s'est réuni pour faire le point des progrès accomplis. Les animateurs de groupe de rédaction ont présenté un rapport sur les progrès accomplis au cours de l'après-midi et dans la soirée. Charles, le co-animateur, a indiqué que le groupe sur les réductions des émissions de l'Annexe I a examiné le projet de décision de la COP / RdP et a noté que des divergences persistent sur plusieurs questions techniques, notamment les années de référence, la durée et le nombre de périodes d'engagement. Il a identifié les questions nécessitant une attention politique, dont le traitement des UQA excédentaires; la question de savoir comment déterminer des QERLOS de l'annexe B, ou en l'absence d'accord à Copenhague sur un amendement au Protocole, comment rendre compte des engagements pour aller de l'avant; et une décision de base définissant les travaux supplémentaires si le devrait continuer à se réunir en raison de l'absence d'accord à ce stade.

Dovland, l'animateur, a présenté le rendu compte des travaux sur les questions méthodologiques. Il a parlé de discussions constructives mais a indiqué que les divergences de vues persistent sur l'inclusion des gaz à effet de serre et des potentiels de réchauffement planétaire. Pour ce qui est des discussions sur les mécanismes de flexibilité, il a souligné un désaccord sur: le CSC au titre du MDP; les niveaux de référence normalisés; la part des fonds; la complémentarité; et la répartition régionale des projets relevant du MDP.

A propos de l'UTCATF, le Co-animateur Rocha, a souligné que de nombreuses parties ont préféré ne pas adopter une approche fondée sur les terres à ce stade. Il a parlé de la nécessité de poursuivre les travaux sur un plafond possible pour la gestion forestière. Il a déclaré que d'autres améliorations du texte seraient possibles, mais que le choix entre les options et le traitement des questions transversales faciliterait la réalisation d'un texte de consensus.

Le Co-animateur Ure a pris note des progrès impressionnants et de la flexibilité, soulignant que la formulation du consensus a été élaborée sur toutes les questions, sauf sur la création d'une instance permanente chargée des conséquences potentielles.

Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a demandé les points de vue des parties sur la manière de procéder pour aller de l'avant. L'UE a recommandé l'établissement d'un groupe des amis du président. L'Afrique du Sud, au nom du G-77/Chine, a souligné que les progrès significatifs sur l'UTCATF peuvent faciliter les progrès sur les réductions d'émissions de l'Annexe I, et que les questions sur les mécanismes de flexibilité et les questions méthodologiques pourraient à leur tour, être débloquées par le mouvement dans les réductions d'émissions de l'Annexe I. Il a noté que le «moment est venu» pour les consultations informelles, mais a demandé que ce groupe puisse faire rapport au groupe de contact afin de parvenir à un consensus axé sur les parties.

Le Costa Rica, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Grenade, au nom de l'AOSIS, la Gambie, au nom du Groupe africain, la Colombie, le Guatemala, le Lesotho, au nom des PMA, et l'Australie, ont appuyé la proposition de créer un groupe des amis du président. Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a fait savoir qu'elle allait poursuivre les consultations avec les parties sur la manière de procéder à la création d'un groupe des amis du président, et a clos la réunion du groupe de contact.

**GROUPE DE CONTACT DE LA CdP :** Dans l'après-midi, au cours de la réunion du groupe de contact, Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a proposé, et les parties ont approuvé, d'établir des groupes de rédaction à composition non limitée sur :

- une vision commune (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Rev.1), animé par Zammit Cutajar (Malte);
- les finances (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.2/Rev.1), co-animé par Farrukh Khan (Pakistan) et Jukka Uosukainen (Finlande);
- l'atténuation (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Rev.1; paragraphes 12-29, mais excluant le paragraphe 23 sur un mécanisme de MAAN), animé par Cristian Maquieira (Chili);
- Mécanisme de MAAN (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.5), animé par Margaret Mukahanana-Sangarwe (Zimbabwe);
- REDD-plus (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.6), co-animé par Peter Graham (Canada) et Tony La Viña (les Philippines);
- Approches diverses pour améliorer le rapport coût-efficacité des mesures d'atténuation; (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.8/Rev.1), animé par Christina Figueres Olsen (Costa Rica);
- adaptation (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.1), co-animé par Thomas Kolly (Suisse) et William Kojo Agyemang-Bonsu (Ghana);
- technologie (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.3), co-animé par Kishan Kumarsingh (Trinité et Tobago) et Kunihiko Shimada (Japon); et
- renforcement des capacités (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Add.4), co-animé par Fatou Gaye (Gambie) et Georg Børsting (Norvège).

Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a suggéré que le groupe de contact se réunisse de nouveau plus tard dans la soirée pour recevoir une mise à jour sur les progrès réalisés au sein des groupes de rédaction.

La Norvège et l'Argentine ont posé des questions sur le traitement des émissions résultant des combustibles de soute et la Représentante spéciale du Président de la CdP, a fait savoir que le texte sera disponible dans l'après-midi. L'Arabie saoudite a également attiré l'attention sur la question des combustibles de soute, estimant que cela n'a pas été capturé comme une décision complémentaire à la décision de base. Le délégué a également posé la question de savoir, comment les mesures de riposte seront abordées. Hedegaard, Représentante spéciale du président de la CdP, a confirmé que l'on recherche un animateur pour le groupe sur les mesures de riposte.

Le G-77/CHINE a signalé que les questions en discussion dans les divers groupes de rédaction ont été saisies dans le texte de l'AWG-LCA sur la décision de base (FCCC/AWGLCA/2009/L.7/Rev.1) d'une manière qui ne rend pas tout à fait compte de l'accord intervenu au sein des groupes de négociation. La représentante a demandé l'assurance que, dans un souci de transparence, aucun autre processus ne viendra redéfinir ou modifier le résultat des groupes de rédaction.

Au sujet des approches sectorielles, l'EGYPTE a fait état de longues discussions sur les principes directeurs et a demandé la réinsertion des principes dans le texte. L'URUGUAY a appelé à la création d'un groupe de rédaction sur les approches sectorielles dans le secteur agricole.

L'AFRIQUE DU SUD a souligné que le renforcement des capacités est pour les pays en développement et a souligné qu'il serait difficile de discuter d'un renforcement des capacités en

faveur des pays industrialisés dans le texte consacré aux pays en développement. La Tanzanie, au nom du G-77/CHINE, a appelé à des discussions distinctes sur le renforcement des capacités pour les pays en développement et les pays à économie en transition. La FEDERATION DE RUSSIE a suggéré qu'une proposition de compromis doive être recherchée pour résoudre le problème.

Tard dans la soirée, le groupe de contact de la CdP s'est réuni de nouveau et les modérateurs des groupes de rédaction y ont présenté leurs rapports sur les progrès réalisés.

Au sujet de l'adaptation, le co-modérateur Kolly a déclaré que le groupe de rédaction était parvenu à une meilleure entente sur le cadre ou programme d'adaptation de Copenhague, ainsi qu'à un accord sur les objectifs, les principes et certaines catégories de mesures. Cernant les questions à traiter à un niveau supérieur, Kolly a mis en relief : les mesures d'intervention, le principe pollueur-payeur et la notion de responsabilité historique.

Au sujet de la technologie, le co-modérateur Kumarsingh a rapporté que les parties se sont accordées sur l'établissement d'un mécanisme de la technologie assorti d'un comité exécutif de la technologie et d'un centre exécutif climatique. Il a indiqué que les discussions avaient porté sur les fonctions de ces entités et qu'un accord a été conclu avec nombre de "points mineurs" restés en suspens. Kumarsingh a déterminé les questions ayant besoin d'une intervention ministérielle, comme par exemple : la ligne de communication hiérarchique entre le comité et le centre; le lien entre le comité et l'accord sur le financement et, la question des droits de propriété intellectuelle.

Au sujet de la vision commune de l'action concertée à long terme, le modérateur Zammit Cutajar a fait observer que les opinions ont été exprimées sur les questions touchant aux droits de l'homme, à la participation des parties prenantes et à une juste transition vers un nouveau mode de production et de consommation, qui pourraient être traitées au moyen de nouvelles discussions. Il a fait état de discussions menées sur la notion d'objectifs à long terme, sur les finances, la technologie et l'adaptation, outre l'objectif global à long terme de réduction des émissions. Le modérateur Zammit Cutajar a également identifié le besoin de résoudre la question de l'évaluation, en particulier, en termes de ce qui doit être évalué.

Au sujet de l'éventuel registre ou mécanisme pour les MAAN, la modératrice Mukahanana-Sangarwe a déclaré qu'aucun accord n'avait été conclu sur la création d'un registre ou d'un mécanisme pour les MAAN, sur les fonctions d'un tel registre ou mécanisme, et sur le point de savoir si le registre devait être indépendant ou s'il devait faire partie du mécanisme financier. La modératrice Mukahanana-Sangarwe a indiqué que des points de vue divergents sont restés sur le point de savoir si l'appui aux MAAN devait provenir uniquement des pays industrialisés ou à la fois des pays industrialisés et des pays en développement, et a identifié le traitement des MAAN autonomes comme autant de questions ayant besoin d'une résolution politique.

Présentant le rapport concernant les dispositions financières institutionnelles, le co-modérateur Uosukainen a déclaré que le groupe de rédaction avait examiné la question d'une caisse ou d'un fonds pour le climat, et, a fait état d'une avancée sur la question de la sélection d'un administrateur intérimaire de la caisse ou du fonds. Il a signalé que des divergences de vues sont restées sur la composition et la désignation d'une commission des finances et sur ses fonctions correspondantes, expliquant que ces questions pourraient bénéficier d'une résolution politique. Le modérateur Uosukainen a également noté que le groupe n'avait pas eu le temps de régler les paragraphes consacrés à la création et aux attributions de la commission des finances proposée.

Au sujet du renforcement des capacités, le modérateur Børsting a identifié les "questions en suspens difficiles" qui requièrent des orientations politiques. Il a mis en exergue : Les dispositions institutionnelles et les ressources financières

pour le renforcement des capacités; la communication des données et l'évaluation des actions en termes d'indicateurs, et la fourniture du renforcement des capacités en tant qu'obligation juridiquement contraignante.

Au sujet de la REDD-Plus, le modérateur Graham a mis en relief les questions en suspens relatives au financement, à la relation avec les MAAN et à l'application du système MNV aux mesures prises et au soutien fourni.

Au sujet des diverses approches d'amélioration du rapport coût-efficacité des mesures d'atténuation, y compris les marchés, le modérateur Figueres Olsen a souligné deux points en suspens : la possibilité d'adopter une option encourageant les parties à poursuivre la régulation des HFC dans le cadre du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone et le rôle des marchés et la manière dont ce rôle devrait être structuré.

Dans son rapport sur l'atténuation, le modérateur Maquieira a fait état de la complexité de la question, mettant en relief les positions fixes sur de nombreux paragraphes. Il a également informé les parties de son intention de combiner des propositions.

Le VENEZUELA, avec l'Angola, au nom du GROUPE AFRICAIN, a attiré l'attention sur la possibilité de ne prendre aucune décision sur les approches de marché, tandis que les ETATS-UNIS ont souligné le rôle central des approches de marché. Le PAKISTAN a souhaité avoir des précisions sur la question de la vulnérabilité dans le texte de l'adaptation, ce à quoi le co-modérateur Kolly a répondu que ce sujet n'a pas encore été discuté et qu'il pourrait aller à un niveau de discussion supérieur.

Les parties ont ensuite examiné la manière d'avancer. La Suède, au nom de l'UE, soutenue par le JAPON, la COLOMBIE, le CANADA, les ILES MARSHALL, l'ISLANDE, l'AUSTRALIE, la GUYANE et beaucoup d'autres, ont appuyé l'établissement d'un groupe des "amis du président".

Le SOUDAN et la BOLIVIE ont souligné le besoin de transparence et ont demandé des éclaircissements sur la création d'un groupe restreint. Le SOUDAN a suggéré de poursuivre les discussions dans des groupes de rédaction. Les ETATS-UNIS, contrés par le BRESIL, ont fait état de la possibilité de convoquer un groupe "d'amis du Président" tout en poursuivant le travail de rédaction.

L'AFRIQUE DU SUD, appuyée par Grenade, au nom de l'AOSIS, a suggéré de transmettre au niveau politique, les questions ayant trait aux mesures d'atténuation à prendre par les pays industrialisés, à l'approche de marché et au financement. L'INDE, appuyée par l'EGYPTE, a déclaré que le processus du Protocole devrait avoir la priorité et que les rapports émanant du groupe des amis du président devrait passer par la CdP/RdP ou de la CdP avant d'être transmis aux chefs d'Etat.

Le BANGLADESH, au nom des PMA, a déclaré que les groupes de rédaction pourraient présenter un rapport dans la matinée et que les questions pourraient ensuite être transmises au niveau politique. Le MEXIQUE a apporté son appui à la proposition de travailler dans le cadre d'un groupe d'amis du président, à condition que le groupe discute uniquement de questions de politiques. La NOUVELLE ZELANDE a souligné le besoin de continuer à travailler par le biais de groupes restreints avec une représentation de haut niveau.

A l'issue de brèves consultations, la représentante spéciale du président de la CdP, Hedegaard, a recommandé que la majorité des groupes de rédaction poursuivent leurs travaux, en particulier, ceux qui avaient indiqué qu'il serait utile de le faire. Elle a également proposé de convoquer un groupe d'amis du président, pour traiter les questions de politiques relatives à l'atténuation par les pays industrialisés, les approches de marché et le financement.

Le G-77/CHINE a déclaré que le groupe des "amis du président" devrait être à composition non limitée et permettre aux groupes de négociation de choisir leurs représentants. Le VENEZUELA a réitéré qu'une approche non intégrative est inacceptable en raison des divergences de vues au sein des groupes sur certaines questions. Attirant l'attention sur l'heure tardive, la représentante spéciale du président de la CdP, Hedegaard, a clos la réunion et a demandé aux groupes de rédaction sur toutes les questions de retourner à leurs travaux, en précisant que le bilan des progrès accomplis sera effectué plus tard dans la nuit.

**MISE EN ŒUVRE CONJOINTE (CDP/RDP):** Au cours du groupe de contact sur la mise en œuvre conjointe (MŒC), Le coprésident Lesolle a présenté un projet de texte révisé de la CdP/RdP, signalant que l'unique question restée en suspens est celle relative à l'extension de la part des fonds destinée à la MŒC.

Le SIERRA LEONE a indiqué que le nouveau texte ne rendait pas suffisamment compte des discussions précédentes, en particulier, celles qui avaient porté sur l'option de ne prendre aucune décision concernant la question, et sur la référence à un double comptage. Le délégué a également proposé de préciser qu'une part des recettes sera versée au Fonds d'adaptation. La FEDERATION DE RUSSIE, appuyée par l'UKRAINE, a proposé l'insertion d'une nouvelle option stipulant qu'une part des fonds serait versée au Fonds pour l'adaptation "à titre volontaire." La NOUVELLE-ZELANDE a déclaré que l'option de ne prendre aucune décision sur la question prêtait à confusion et a proposé de l'amender pour stipuler qu'aucune décision ne serait prise sur la question, au sein de ce groupe de contact, signalant que cette question était examinée dans d'autres instances et qu'une décision pourrait y être prise. L'UKRAINE a déclaré qu'elle serait disposée à laisser tomber la troisième option du paiement à titre volontaire, si la première option de non prise de décision était maintenue dans sa forme d'origine, sans les nouvelles insertions stipulant qu'elles pouvaient être prises dans d'autres instances. Les co-présidents tiendront des consultations informelles et produiront un nouveau texte pour vendredi.

### **DANS LES COULOIRS**

Jeudi matin, les délégués ont traversé un paysage couvert de neige pour se rendre au Bella Center, beaucoup d'entre eux de plus en plus préoccupés par le "peu temps précieux" qui restait pour parvenir, à Copenhague, à un accord sur une «grande quantité de questions difficiles, mais néanmoins encore accrochés à l'espoir de "conclure le marché", vendredi, qui sera un moment historique de la lutte contre le changement climatique.

A leur arrivée, plusieurs d'entre eux ont fait observer que l'aire d'exposition importante menant aux salles de réunion donnait l'impression d'être "étrangement vide" - et non remplie de jeunes énergiques comme d'habitude. En effet, des limites strictes ont été mises sur le nombre d'observateurs autorisés dans le Bella Center. Des échos de leurs voix étaient, cependant, encore audibles : de nombreux stands d'ONG qui se trouvent dans l'aire d'exposition affichent les messages suivant : "La société civile est écartée des négociations" et "Comment pouvez-vous décider pour nous sans nous".

Les salles du Bella Center étaient encore bondées, cependant, les manifestations artistiques et le grand nombre de jeunes visages y ont été remplacés par des membres de la presse, trimbalant d'une salle à l'autre, caméras de télévision et matériel d'éclairage, ainsi que par d'importantes dispositions de sécurité pour les VIP. Un certain nombre de dirigeants venus du monde entier avec leur entourage ont également été vus se précipitant dans les couloirs, comme Luiz Ignacio, Lula da Silva, Felipe Calderón, Evo Morales, Gordon Brown, Hugo Chavez, Kevin Rudd, Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, Mahmoud Ahmadinejad, Evans Atta-Mills, Hillary Clinton et beaucoup, beaucoup

d'autres rassemblés au Bella Center. "Maintenant nous sommes réellement au centre de l'attention du monde - j'espère vraiment que nous allons être à la hauteur des grands espoirs et des grandes attentes", a commenté un négociateur.

Une pas positif dans ce sens a été franchi à la reprise des négociations au niveau des experts après que les plénières de la CdP et de la CdP/RdP eussent reçu des assurances du président de la CdP, Rasmussen, que les travaux seront transparents et fondés sur des textes transmis par l'AWG-LCA et l'AWG-KP. Plusieurs groupes de rédaction devaient ainsi se réunir toute la journée et jusque tard dans la nuit.

La réunion de haut niveau et les déclarations nationales qui se sont déroulées toute la journée et jusque tard dans la nuit dans la salle plénière principale, étaient montrées sur les écrans des télé à circuit fermé partout dans le centre. La plupart avaient de larges groupes de personnes pressés autour d'eux pour regarder leurs dirigeants lancer des appels passionnés à "sceller un accord" à Copenhague et à profiter de ce rassemblement sans précédent de pouvoirs décisionnels. Il a été largement reconnu que cela a marqué le plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux hors de New York et que c'était là, donc, un moment historique.

En effet, un certain assouplissement des positions et des progrès ont pu "enfin" être détectés, jeudi, dans les déclarations de représentants de haut niveau. Au cours de sa conférence de presse dans la matinée, la secrétaire d'Etat américaine Hilary Clinton a annoncé que les Etats-Unis sont prêts à travailler avec d'autres pays pour la mobilisation de 100 milliards de dollars par an, d'ici 2020. Une annonce de financement a également été faite plus tôt par le Japon qui augmentera son aide en faveur de la lutte contre le changement climatique jusqu'à environ 15 milliards de dollars en 2012. Dans sa déclaration en séance plénière, le président français Nicolas Sarkozy a également souligné le besoin d'un financement pour les pays en développement et a fait remarquer que si cela est tout ce qu'il faut pour le maintien du Protocole de Kyoto, alors le protocole de Kyoto peut être maintenu. Des rapports sur l'adoucissement de la position de la Chine concernant le système MNV ont également circulé. Beaucoup espéraient voir ces annonces exercer un impact positif sur les négociations.

Les négociateurs étaient préparés à une longue nuit d'insomnie, les groupes de contact de la CdP et de la CdP/RdP ayant décidé de continuer à travailler bien au-delà de minuit. Des rumeurs ont également circulé selon lesquelles les dirigeants mondiaux étaient en train de mettre à contribution leurs propres efforts pour aboutir à un accord. "D'une façon ou d'une autre, la journée de vendredi va être une journée historique dans ce processus, et le monde entier est en train de pousser pour que dans ce bâtiment nous parvenions à un succès retentissant."

**COMPTE RENDU FINAL DU ENB:** Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse finale et analyse de la Conférence de Copenhague sur le climat sera disponible dès le lundi 21 décembre 2009 en ligne à : <http://www.iisd.ca/climate/cop15/>